

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR :

Projet de décision Marché 6

Soumission de la société Altitude Infrastructure



Date limite de remise : 26 Mars 2014

Destinataire :

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Mail : accueil@altitudeinfra.fr

Document non confidentiel, pouvant être diffusé par l'ARCEP

Projet de décision Marché 6

Avant-Propos

Soucieuse de participer aux débats publics liés à la régulation des télécommunications et fortement concernée par les évolutions affectant les marchés du haut et du très haut débit, la société Altitude Infrastructure vous avait transmis en Novembre ses pistes de réponse et de réflexion concernant le bilan et les perspectives des marchés 4, 5 et 6.

Au travers des différentes réponses formulées, nous avons tout particulièrement tenu à :

- faire un focus particulier sur la régulation géographique et sur la nécessaire prise en compte des Réseaux d'Initiative Publique. En effet, ces réseaux sont basés sur des contrats signés liant des opérateurs et des collectivités. De la même manière que les opérateurs sont protégés sur les zones d'investissements purement privés (zone AMII notamment), nous tenons à ce que les impacts des décisions sur les RIP existants soient mesurés, afin de ne pas déstabiliser l'équilibre économique des projets ;
- intégrer dans les paramètres d'analyse l'objectif à terme d'extinction du cuivre et de bascule totale vers les infrastructures optiques, objectif dont l'atteinte se doit d'être soutenu par la réglementation. En effet, dans cette phase de transition, il nous paraît essentiel de s'assurer que chaque décision prise contribue ou au moins ne freine pas l'essor du Très Haut Débit ;
- se féliciter du fait que l'existence et l'influence des RIP sur le marché soient reconnues. A ce titre, nous remercions l'autorité d'avoir dans cette analyse de marché constamment intégrée les notions de Collectivité et de Réseaux d'Initiative Publique, réseaux qui sont amenés à prendre une part de plus en plus importante sur le marché des télécommunications.

Aujourd'hui, au regard des projets de décisions envisagés, nous tenons toujours à insister sur 2 points :

- le besoin de stabilité du cadre réglementaire ;
- l'impératif de protection des Réseaux d'Initiatives Publiques dont la mise en œuvre était consécutive à un constat d'animation concurrentielle trop insuffisant et dont les modèles économiques, figés sur la durée des contrats, sont directement dépendantes des décisions prises.

Nous savons que l'Autorité fera bonne analyse des éléments que nous transmettons et tenons par avance à l'en remercier.

Projet de décision Marché 6

Retour sur le projet de décision du marché 6 (services de capacité)

Propositions de modifications des projets de décisions

1. Bitstream cuivre entreprise – Introduction d'un mécanisme de dérégulation tarifaire partielle et progressive sur une zone de concurrence établie par les infrastructures cuivre (ZCRIC)

L'ARCEP souhaite protéger les opérateurs alternatifs en imposant à ORANGE des tarifs de non-éviction sur une durée de 6 à 9 ans permettant des investissements alternatifs, une visibilité dans le temps ainsi qu'une concurrence effective.

L'opérateur alternatif est donc protégé tant que ses investissements ne sont pas rentabilisés, mais nous sommes favorables à ce que le critère temporel soit défini de la manière suivante :

- L'ARCEP doit fixer une durée plutôt qu'une fourchette (proposition actuelle de 6 à 9 ans)
- Celle-ci doit prendre en compte la durée du contrat des réseaux d'initiative publique. Il est donc nécessaire de différencier ici la période de protection selon qu'il s'agisse d'un opérateur alternatif ou d'un RIP.
- A défaut et sans RIP, une durée de 9 ans semble une durée acceptable.

2. Boucle Locale Optique Dédiée (BLOD) – Dérégulation tarifaire partielle et progressive en partant d'une zone de concurrence effective par les infrastructures (ZCEIO) affinée par rapport à celle proposée dans le 1er projet de décision

Dans le projet initial, L'ARCEP entendait imposer à Orange des tarifs de non-éviction sur tout le territoire excepté sur les zones de concurrence effective par les infrastructures optiques (ZCEIO) définies selon la première consultation comme étant les communes présentant au moins 5 infrastructures alternatives.

Dans le cadre du retour sur la première consultation publique, l'ARCEP propose de modifier ce critère et de développer un « modèle topologique », les résultats de cette modélisation étant attendus dans un délai de 18 à 24 mois.

Un « zonage temporaire » est donc proposé selon trois critères :

- densité d'établissements (sites non résidentiels) de plus de 10 salariés dépassant 50 par km²
- plus de 50 accès activés vendus sur le marché de détail

- au moins la moitié des accès sur BLOD recensés dans la commune a été construite par les opérateurs alternatifs

Il est à noter que « 50% des accès » sur BLOD peut tout à fait signifier une seule infrastructure. Il est donc nécessaire d'ajouter un quatrième critère reprenant le nombre d'infrastructures concurrentes tel que défini dans le premier projet de décision.

Par ailleurs, il semble essentiel de procéder comme pour le Bistream cuivre et proposer une protection des investissements sur la durée, investissements qui demeurent plus importants que pour le cuivre et qui ne sont rentables qu'à plus long terme.

Ceci est particulièrement justifié lorsqu'il s'agit de RIP, construits initialement pour pallier une absence de concurrence constatée, ces derniers devraient logiquement appartenir à la Zone de concurrence insuffisante par les infrastructures optiques (ZCIIO).

Néanmoins si les RIP n'entrent pas automatiquement dans les ZCIIO, il est essentiel que leurs investissements soient protégés en imposant notamment des obligations tarifaires à ORANGE sur une durée égale à celle des contrats de RIP et en retenant comme critère supplémentaire la présence d'au moins 3 infrastructures concurrentes sur BLOD.

De plus, nous insistons sur la nécessité de voir les collectivités et leurs partenaires (opérateurs de RIP notamment) être associées aux échanges liés à la définition des zones qui pourraient à terme faire l'objet d'une dérégulation.